une demande manifestement infondée et condamne l'Etat à indemniser le bénéficiaire des aides indues.

LE TRAVAIL DES ENFANTS SUR L'EXPLOITATION

« Qu'ils soient membres ou non de la famille de l'exploitant, les jeunes travailleurs agricoles ne peuvent être astreints à des travaux pénibles ou à risques, énumérés non limitativement à l'article R 715-2 du code rural » (**RÉP. MIN. AGRI. JO ASS. NAT. 23/05/06**). Cet article met en avant un principe : « les enfants ne peuvent être employés ni admis à aucun titre dans les professions et entreprises agricoles avant l'âge de 16 ans ». Cependant, une exception permet aux jeunes de plus de 14 ans de travailler. Il faut alors savoir que les jeunes ne peuvent notamment être employés à la conduite de tracteurs ou dans des lieux affectés à la traite en présence de ces derniers.

AUDACE AU BRÉSIL ✓

L'association Audace travaille avec le gouverneur du Parana sur la problématique OGM.

D'autre part, le ministère brésilien de l'agriculture a donné mandat à l'association Audace pour la (ré)introduction des produits phytosanitaires génériques sur le marché brésilien qui subit la même déperdition qu'ailleurs et reste sous le monopole des 6 grands fabricants mondiaux.

Je vous renvoie au site Audace pour les coupures de presse brésilienne qui ont suivi ces rencontres. Audace, je vous le rappelle, a permis d'obtenir un arrêt de la Cour d'appel de Montpellier favorable à la libre circulation des produits phytosanitaires. **LA FRANCE AGRICOLE 9/06/06** a évoqué le sujet oubliant curieusement de citer Audace. Ceci est d'autant plus fâcheux que parmi les lecteurs de l'hebdomadaire se trouvent certainement des agriculteurs en procédure pour de tels faits. Sans l'appui d'Audace, ils risquent alors de perdre leur procès et d'alimenter une jurisprudence défavorable à la libre circulation ...

DU NOUVEAU À ST GAUDENS

Après de longs mois de mise en sommeil, l'affaire abeilles avec sa corollaire produits phytosanitaires va revenir sur la scène devant le TGI de St Gaudens. Le juge d'instruction Guary a été muté. Mme de Combettes de Caumon a convoqué les différents acteurs du dossier avant les vacances d'été.

CONTRADICTION PHYTOSANITAIRE !

Les produits phytosanitaires espagnols étant moins chers, les agriculteurs français sont incités à passer outre les réglementations. D'autre part, « le Service de la Protection des végétaux multiplie depuis plus d'un an les communications par voie de presse afin d'expliquer aux agriculteurs comment utiliser les produits phytopharmaceutiques en toute légalité ». Pour la députée M. Joissains-Masini, « ces actions ont produit l'effet inverse à celui attendu, à savoir, l'importation massive de produits non autorisés et en complète illégalité annihilant ainsi tous les efforts en matière de prévention des risques liés à l'utilisation de ces produits ». L'élue voudrait que le ministre de l'agriculture mette fin à de telles contradictions sur le marché des phytos (**QUEST. MIN. AGRI. JO ASS. NAT. 23/05/06**).

Autre contradiction: C'est un véritable souk dans les produits d'importations parallèles. L'Etat a si mal joué son rôle que des coopératives et négociants peu scrupuleux ont proposé des produits qui n'auraient pas l'efficacité espérée notamment en cultures spécialisées. Les conséquences pourraient être fâcheuses car le niveau de résidus dans les fruits et légumes récoltés pourrait être supérieur à la normale. Comment faire la part des choses entre les bons et les mauvais produits d'import ?

A noter : L'Institut national de médecine agricole organise à Tours, le 8 septembre prochain, un colloque "Effets à long terme des produits phytosanitaires".

MSA : LES CONTESTATAIRES A L'ATTAQUE

En octobre 2005, une plainte a été déposée auprès de la commission européenne pour non respect du droit communautaire à l'encontre de la France, la Caisse centrale de la MSA et chacune des caisses de MSA. En effet, les directives 92/49/CEE et 92/96/CEE ont été tardivement transposées en droit français, de façon incomplète et de surcroît, les organismes concernés ne les respectent pas, invoquent les plaignants. Considérant que le monopole de la MSA est rendu caduc par ces directives, ces agriculteurs ont anticipé la réponse et s'assurent très bien pour environ 2000 euros par an auprès de caisses d'assurances privées.

Au même moment, le président de la Commission est alerté. Les plaignants lui demandent d'étudier le dossier.

Fin 2005, la Commission n'ayant pas répondu, une requête de recours en carence contre elle est envoyée au Tribunal de Première Instance de Luxembourg au motif d'absence de décision.

Il semble que la Commission veuille toujours botter en touche sur le sujet. La MSA ne demeure pas inactive vis à vis des agriculteurs avec qui elle est en litige. Dans la plupart des cas, les primes PAC sont saisies. A suivre...

AZOTE : OÙ VONT LES PRIX ?

Les nouvelles fabrications dans les pays du Golfe ne représentent que peu de choses par rapport à une demande mondiale grandissante. Au niveau des cours de l'azote, l'avenir est très incertain. Le marché peut réagir fortement dans un sens ou dans un autre. Il faut changer vos habitudes d'achat, considère un spécialiste. Pour lui, il y a actuellement une certitude : l'unité d'urée est plus intéressante que l'unité d'ammonitrate.

PRIX CÉRÉALES 2005

Les compléments de prix arrivent. Argos vous propose de réaliser un comparatif national de prix céréales. Merci de m'adresser des grilles de paiement.

VARIÉTÉS DE CÉRÉALES RÉSISTANTES AUX MALADIES

Dans le prochain numéro, ARGOS vous donnera toutes les coordonnées d'obteneurs et sociétés diffusant ces variétés secondaires.

ARGOS...Tél. : 02 41 73 01 34 - Portable : 06 81 61 21 17
Fax : 02 41 36 08 09
e-mail : ARGOS.Laluc@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Guy Laluc - Conception et impression :
Aramys imprimerie - CPPAP : 1010T87176 - Reproduction interdite.

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à ARGOS Communication Agricole, au prix de 47 € les 11 numéros.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Je joins un chèque à l'ordre de

Argos Communication Agricole

Espace Performance - 42 avenue du Lac de Maine - 49000 Angers

N.B. Un justificatif vous sera envoyé en retour.